la cgt transports

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

RATP :
LES PROFITS DE LA CONCURRENCE CONTRE LE SERVICE PUBLIC !

Les résultats du premier semestre 2026 du groupe RATP affichent une hausse de 1,6 % du chiffre d'affaires consolidé, porté à 4 milliards d'euros, notamment grâce à une croissance de plus de 23 % de l'activité des filiales.

Pour la Fédération CGT des Transports, ces chiffres illustrent surtout un profond changement de modèle.

L'EPIC RATP a pour mission fondatrice d'assurer le fonctionnement et le développement des transports publics pour le compte de l'autorité organisatrice d'Île-de-France *(IDFM)*. Sa vocation est celle du service public, pas la conquête de marchés et la recherche de profits.

Pourtant, ses filiales représentent désormais près de 38 % de l'activité du groupe, en hausse de 8 points. Cette croissance repose largement sur la conquête de contrats de délégation de service public, en France comme à l'international : Italie, États-Unis, Lyon, Béziers, Vienne… La RATP se positionne ainsi face aux multinationales du transport, notamment Transdev, Keolis ou ATM, pour remporter des marchés financés par de l'argent public.

À la logique du service public se substitue donc une logique financière fondée sur la concurrence entre opérateurs et entre salarié-es, au détriment de leurs conditions sociales comme de la qualité du service rendu aux usagères/usagers.

En Île-de-France, la RATP participe activement à son propre démantèlement : des filiales de droit privé de CAP Île-de-France remplacent désormais la régie publique sur le réseau bus, demain sur le Tramway, le métro et le RER !

Cette politique se conjugue avec la conquête de nouveaux marchés, comme l'étoile ferroviaire de Caen au détriment de l'opérateur public historique SNCF, ou encore le réseau de chaleur de la Ville de Paris, dans le cadre d'un partenariat avec Eiffage et Dalkia, filiale du groupe EDF...

Alors que l'urgence sociale et environnementale s'amplifie, alors que les conditions de travail des salarié-es de la RATP et des filiales continuent de se dégrader, alors que les besoins de transports collectifs sont exponentiels... loin de revoir leur copie et de tirer les conséquences de la stupidité de mise en concurrence et de privatisation des entreprises publiques, le gouvernement et la Région IDF poursuivent la casse d'une entreprise qui a pourtant fait la preuve de son efficacité économique et sociale depuis 80 ans !

Notre Fédération revendique la sortie des transports publics des logiques marchandes et de mise en concurrence. Elle porte la création d'un Pôle public des transports, permettant de rompre avec une organisation qui met en compétition les entreprises et les salarié-es.

Les transports ne sont pas un marché à conquérir. Ils sont un bien commun et doivent être organisés, financés et développés comme un véritable service public !

Montreuil, le 20 août 2026